

TERMES DE RÉFÉRENCE

Chargé(e) des affaires juridiques, conformité et risques

1. Contexte

Dans le cadre du renforcement de ses fonctions support et de la consolidation de sa gestion institutionnelle, administrative et financière, CGLU Afrique souhaite renforcer ses capacités internes afin d'améliorer la fiabilité, la traçabilité et la conformité de ses opérations.

2. Mission générale

Le/la titulaire apporte l'expertise juridique nécessaire à la sécurisation des activités de CGLU Afrique et contribue à la maîtrise de ses risques juridiques, contractuels, sociaux et contentieux, notamment dans le traitement des passifs et engagements de l'Organisation.

3. Conseil et sécurisation juridique

- Analyser les contrats, conventions et engagements de CGLU Afrique.
- Rédiger ou réviser contrats, conventions, avenants, protocoles et accords.
- Produire des avis, analyses et notes juridiques.
- Identifier les clauses sensibles et proposer des mesures de sécurisation.
- Vérifier les pouvoirs de signature et délégations applicables.
- Assurer une veille juridique et réglementaire.
- Alerter sur les risques juridiques significatifs identifiés.

4. Contentieux

- Établir et maintenir une cartographie exhaustive des contentieux et précontentieux.
- Reconstituer les dossiers et centraliser les pièces nécessaires.
- Identifier pour chaque affaire les parties, montants, juridictions, conseils et échéances.
- Suivre les procédures, audiences et échéances en liaison avec les avocats externes.
- Préparer les informations et documents à transmettre aux conseils.
- Analyser les recommandations des conseils externes et préparer des notes de synthèse.
- Identifier les options de règlement amiable ou transactionnel lorsque pertinentes.
- Assurer le suivi des décisions judiciaires et de leur exécution.

5. Dette fournisseurs et salariés

- Examiner le fondement juridique des créances et obligations invoquées.
- Analyser contrats, engagements, exigibilité, prescription et contestations éventuelles.
- Qualifier les risques associés aux dossiers litigieux ou incomplets.
- Contribuer au rapprochement et à la classification des dettes.
- Préparer les projets d'accords, protocoles transactionnels, échéanciers, quitus et actes de clôture.
- Apporter l'expertise juridique nécessaire aux négociations et accords.

- Assurer le suivi juridique des engagements résultant des accords conclus.

6. Gestion des risques

- Identifier et analyser les risques juridiques, contractuels, sociaux, fiscaux, opérationnels, réputationnels et de conformité.
- Développer et maintenir un registre des risques.
- Évaluer la probabilité, l'impact et le niveau de criticité des risques.
- Proposer des mesures de mitigation et des actions correctives.
- Suivre les actions de maîtrise des risques relevant de son périmètre et signaler les risques critiques.

7. Conformité et gouvernance

- Contribuer à la mise à jour et à la sécurisation des politiques et procédures internes.
- Appuyer la prévention et la gestion des conflits d'intérêts.
- Contribuer à l'application du Code d'éthique et des règles de gouvernance.
- Participer à la formalisation des délégations de pouvoirs.
- Contribuer aux dispositifs de prévention de la fraude et aux mécanismes d'alerte.
- Vérifier la conformité juridique et contractuelle des engagements sensibles.
- Contribuer à l'alignement des procédures avec les exigences applicables des partenaires.

8. Audits et due diligence

- Apporter les réponses techniques relatives aux contrats, contentieux, engagements, risques et conformité.
- Préparer les analyses juridiques requises dans le cadre des audits, contrôles et due diligences.
- Contribuer au suivi des plans d'action issus des recommandations juridiques ou de gouvernance.
- Produire les éléments nécessaires au reporting sur les risques et contentieux.

9. Profil et compétences recherchés

- Master/Bac+5 en droit des affaires, droit privé, droit social ou équivalent.
- Minimum 7 ans d'expérience juridique pertinente.
- Expérience significative en contentieux et excellente maîtrise du droit des contrats.
- Solide connaissance du droit social et des problématiques liées aux passifs et créances.
- Expérience en gestion des risques, conformité/compliance et gouvernance.
- Expérience des restructurations, négociations de dettes ou transactions fortement souhaitée.
- Expérience auprès d'organisations internationales ou financées par des bailleurs appréciée.
- Excellentes capacités de rédaction, d'analyse et de négociation.
- Français et anglais professionnels.
- Confidentialité, intégrité, discernement et autonomie technique.

Comment postuler

- Veuillez envoyer votre CV et votre lettre de motivation à l'adresse suivante : recruitments@uclg-africa.org
- Date limite : 29 octobre 2026